

Questions orales

[Français]

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE EST DISPOSÉ À RENCONTRER LES PRODUCTEURS DE LAIT INDUSTRIEL AVANT L'ANNONCE DE LA NOUVELLE POLITIQUE

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre, qui nomme les juges.

Je me permets plutôt de changer de sujet. Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si les producteurs de lait industriel, qui se trouvent dans une situation tendue, à cause de l'appréhension qu'ils ont quelques jours avant l'annonce officielle de la politique du gouvernement à ce sujet, pourraient se détendre, si le premier ministre acceptait de rencontrer les représentants de ces producteurs? Le premier ministre dirait-il à la Chambre s'il est disposé à les rencontrer d'ici la date limite du 1^{er} avril?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, le député n'est sans doute pas au courant que les producteurs de lait sont venus en grand nombre ici, à Ottawa, hier soir. Il y a eu une rencontre importante entre les membres de notre caucus et ces producteurs de lait. Je regrette que le député n'en ait pas été averti.

ON DEMANDE SI LES PRODUCTEURS DE LAIT DE L'EST SERONT TRAITÉS SUR UN PIED D'ÉGALITÉ AVEC CEUX DE L'OUEST

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je désire poser une autre question supplémentaire au très honorable premier ministre.

Est-ce que le très honorable premier ministre peut assurer la Chambre qu'il accordera autant d'attention aux producteurs de lait de l'Est du pays, qu'à ceux de l'Ouest, afin d'éviter que les producteurs de l'Est soient la seule catégorie de travailleurs au Canada qui, non seulement ne se conformeront pas aux mesures anti-inflationnistes, mais qui plus est, compte tenu des rencontres d'hier soir, verront leurs revenus baisser contrairement à la norme de 10.2 p. 100 relative à l'inflation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, le deuxième député est aussi mal informé que le premier. Une rencontre a eu lieu, hier soir, entre quatre ministres, une trentaine de députés libéraux et les producteurs de lait, et ce qui a été rapporté par le député n'est pas, en fait, ce qui s'est passé.

ON DEMANDE QUE LE TRÈS HONORABLE PREMIER MINISTRE RENCONTRE LES PRODUCTEURS DE LAIT NATURE

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, j'aimerais à mon tour que le très honorable premier ministre dise clairement s'il est prêt à rencontrer les producteurs de lait nature du Québec ou les représentants de l'UPA, parce que nous savons très bien que, hier soir, les producteurs de lait n'ont pas rencontré le très honorable premier ministre. Ils ont eu des promesses évasives. Ils sont déçus ce matin. Ils voudraient aujourd'hui avoir la garantie du très honorable premier ministre de les rencontrer, ces producteurs, et personne d'autre.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je suis flatté évidemment que le député pense que quatre ministres et une trentaine de députés ne

[M. Paproski.]

sont pas aussi importants pour les producteurs de lait que le premier ministre. Je pense que c'est un point de vue qui n'est pas très flatteur pour le chef du parti créditiste, qui n'est pas toujours là pour rencontrer les gens quand les députés reçoivent des délégations.

Monsieur le président, avant qu'un quatrième député créditiste ne se lève pour faire des allégations inexactes, je voudrais dire au troisième député que la discussion relative à Ottawa a rapport au lait industriel et non au lait nature. L'honorable député se trompe de Chambre, il devrait discuter de lait nature à Québec, ici on discute de lait industriel.

* * *

[Traduction]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES ALLÉGATIONS DU JUGE MACKAY—LE RÔLE DU PREMIER MINISTRE DANS LA DÉMARCHE D'UN MINISTRE AUPRÈS DU JUGE HUGESSEN

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggan): Monsieur l'Orateur, j'aimerais revenir sur le sujet qui est, hélas, d'actualité. Je désire adresser ma question au premier ministre. Jeudi dernier, à la page 11486 du *hansard*, le premier ministre a dit que le ministre des Travaux publics ne lui avait pas parlé de sa conversation avec le juge. Je me demande si le premier ministre reconnaît que le problème présumé du ministre de la Consommation et des Corporations préoccupait grandement le gouvernement et les plus hautes instances du parti libéral. Le premier ministre n'avait-il aucune autre indication que les ministres du gouvernement et des citoyens éminents envisageaient la possibilité de communiquer avec le juge?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il me faut compléter le préambule de la question. Ce que j'ai dit à la Chambre, c'est que je n'étais pas au courant de ce que faisait le ministre des Travaux publics au moment où il le faisait ni après. Il ne m'a pas prévenu qu'il s'appropriait à communiquer avec le juge Hugessen et il ne m'en a pas parlé avant que l'affaire soit soulevée à la Chambre. Voilà donc le contexte de ma réponse.

Quant au reste de la question, je crois que le député demande si des membres haut placés du parti libéral se préoccupaient de l'affaire. Peut-être devrait-on donner au député l'occasion de reformuler sa question, car je bloque sur le préambule et je veux être sûr du sens précis de sa question.

M. Hnatyshyn: J'aimerais préciser que j'ai demandé si d'autres ministres de la Couronne s'étaient effectivement mis en rapport avec le premier ministre relativement à une intervention auprès du juge au moment où s'est produit cet incident. Le premier ministre n'a parlé d'aucune communication avec le ministre des Travaux publics. Je voudrais savoir si d'autres ministres ou d'autres personnes se sont adressés au premier ministre qui aurait ainsi été au courant de leur intention d'intervenir auprès du juge.

M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur, je ne connais pas d'autres ministres qui se soient adressés en l'occurrence au juge.

Des voix: Qui vous en a parlé?